

## Ressources humaines

# Prestations du CSE : fin du critère d'ancienneté

Publié le 26 novembre 2025 - Entreprendre Service Public / Direction de l'information légale et administrative (Premier ministre)

Suite à un arrêt de la Cour de cassation, l'Urssaf interdit désormais que l'accès aux prestations du comité social économique (CSE) soit soumis à une condition d'ancienneté. Les CSE doivent se mettre en conformité avant la fin de l'année.

Dans un arrêt du 3 avril 2024 (<https://www.legifrance.gouv.fr/juri/id/JURITEXT000049385400>), la Cour de cassation a jugé qu'un CSE ne peut pas conditionner le bénéfice des activités sociales et culturelles à une période d'ancienneté.

Dans les faits, une ancienneté de 6 mois était demandée aux nouveaux salariés pour bénéficier de ces activités. D'après la Cour, ceci constituait une discrimination.

Suite à cette jurisprudence, l'Urssaf indique que les CSE ont **jusqu'au 31 décembre 2025** pour se mettre en conformité.

Un redressement de cotisations pourra être effectué par l'Urssaf en cas de manquement.

### Rappel

Les activités sociales et culturelles du CSE sont exonérées de cotisations et contributions sociales.

### Voir aussi

Comité social et économique (CSE) (<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/F34474>)

Prestations du CSE : fin du critère d'ancienneté au 31 décembre

(<https://www.urssaf.fr/accueil/actualites/cse-critere-anciennete-delai.html>)

Urssaf

Guide pratique 2025 - Comité social et économique

(<https://www.urssaf.fr/files/live/sites/urssaf/files/outils-documentation/guides/Guide-CSE.pdf>)

Urssaf